

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 22 DÉCEMBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Ahurissant !
- 2) Peut-on y croire...
- 3) L'inflation « négative »
- 4) En hausse !
- 5) Un déchirement
- 6) Vaut mieux ne pas être...
- 7) Le pire arrive...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) L'ancien ministre Pierre Joxe en guerre contre la loi Macron



Pierre Joxe THOMAS SAMSON / AFP

L'avocat qui a participé à la fondation du Parti socialiste estime que le projet de loi contient "des choses ahurissantes".

Pierre Joxe, avocat au barreau et plusieurs fois ministre de François Mitterrand, dénonce la "déconstruction" du droit du travail par le gouvernement et fustige la loi Macron, dans un entretien à Mediapart publié vendredi 19 décembre.

"Aujourd'hui, on assiste à une déconstruction (du droit du travail)", regrette l'avocat. "Ce n'est pas une démolition, c'est un effritement. Il y a une accélération récente et je pense qu'on va en parler avec" la loi Macron.

Macron et Emmanuelli, même combat?

Emmanuel Macron, d'ailleurs, ressemble pour Joxe "un peu à (Henri) Emmanuelli. Tous les deux étaient chez (la banque) Rothschild, tous les deux sont entrés au gouvernement".

Il tacle également le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement Jean-Marie Le Guen qui avait prédit, dans un texte cosigné en février avec d'autres députés socialistes sur le site de l'"Obs", qu'"il faudra que Hollande s'attaque à un redoutable tabou national, celui des rigidités d'un code du travail qui est devenu un puissant répulsif de l'emploi".

"Qu'une dizaine de députés socialistes puissent signer, un siècle après la création par Clemenceau du premier ministère du travail, un siècle après le premier code du travail, un siècle après la première loi sur le repos hebdomadaire, un texte expliquant que le code du travail est un puissant répulsif, c'est stupéfiant!", fustige l'ancien député.

Opposé au travail dominical

Le projet de loi Macron contient, pour Joxe, "des choses ahurissantes" comme la possibilité de réviser "par ordonnances, donc en évitant le débat public, (...) la nature et le montant des peines applicables en cas de délit d'entrave" au travail des délégués syndicaux et des représentants du personnel.

Cet ancien membre du Conseil constitutionnel (2001-2010), où il raconte avoir été "très seul"

face aux "conservateurs" et aux "réactionnaires", affirme également son opposition au travail dominical dans le secteur commercial, "exclusivement destiné aux intérêts des groupes de la grande distribution".

Nostalgique, cet ancien ministre de l'Intérieur, puis de la Défense, âgé aujourd'hui de 80 ans, prévoit pour 2015 "une profonde réflexion sur la prise de pouvoir par la gauche socialiste. (...) C'est ma famille. J'ai fondé le parti socialiste, j'ai participé à sa création, c'est même la première fois que j'ai adhéré à un parti. Mais comme beaucoup au parti socialiste, cette famille est devenue un peu théorique".

Une interview chaudement recommandée par l'ex ministre, Cécile Duflot qui ne cache plus son mécontentement depuis son départ du gouvernement sur twitter :



Cécile Duflot ✓ @CecileDuflot
C'est simple vous DEVEZ écouter ou lire Pierre Joxe, solide et clair, "éberlué" par la politique du gouvernement. <http://bit.ly/1AmAEPp>

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Cinq raisons de croire à la reprise, selon l'Insee

Le Monde.fr | Par Claire Guélaud



Le pouvoir d'achat et la consommation des ménages est en hausse, note l'Insee. | AFP/MIGUEL MEDINA

Serait-ce, enfin, le début d'une vraie reprise ? Pour la première fois depuis longtemps, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) se laisse aller à un certain optimisme. Dans sa dernière note de conjoncture, présentée jeudi 18 décembre, et prudemment intitulée « Les freins se desserrent un peu », l'Institut prévoit une embellie au premier semestre 2015 dans les pays avancés.

La zone euro retrouverait « un peu d'élan » et l'économie française sortirait de trois années de quasi-stagnation. Le produit intérieur brut (PIB) progresserait de 0,3 % à chacun des deux premiers trimestres. A la mi-2015, en glissement annuel (juin 2015 par rapport à juin 2014), il augmenterait de 1 % : une croissance certes modeste, mais bien meilleure que celle enregistrée depuis la mi-2011. Et si tout ne sera pas parfait (le taux de chômage augmenterait encore pour atteindre 10,6 % de la population active et l'emploi continuerait de diminuer dans le secteur marchand), il existe au moins cinq raisons de croire à l'embellie qu'entrevoient les conjoncturistes de l'Insee.

1/ Le climat des affaires s'améliore

2/ Les échanges mondiaux sont dynamiques

Le commerce mondial avait ralenti ces dernières années. Il a fortement accéléré au troisième trimestre 2014 (+ 2 % après + 0,7 % au premier trimestre) sur fond de reprise aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et dans plusieurs autres pays avancés. Au premier semestre 2015, les échanges progresseraient de 1 % par trimestre, se rapprochant de leur tendance trimestrielle d'avant-crise (+ 1,3 %). La demande adressée à la France augmenterait d'autant et les exportations françaises, soutenues par la dépréciation de l'euro, croîtraient de 1,1 % au premier trimestre 2015 et de 1 % au deuxième.

3/ Les effets favorables de la baisse de l'euro et du prix du pétrole sur l'activité

Pour un pays importateur de pétrole comme la France, la baisse prononcée du prix de l'or noir entraîne à court terme une diminution des prix à la consommation mais aussi des prix de production, et elle accroît les marges des entreprises. Des effets extérieurs s'ajoutent à ces mécanismes : les importations des pays producteurs de pétrole en provenance de la France ralentissent mais celles des pays importateurs

augmentent. C'est ce dernier effet qui dopera les exportations françaises. La dépréciation de l'euro joue dans le même sens. Au total, selon l'Insee, qui fait l'hypothèse d'un baril à 70 dollars et de 1,23 dollar pour un euro, les baisses de l'euro et du prix du pétrole depuis l'été rehausseraient la croissance française de 0,4 point d'ici au deuxième trimestre 2015.

4/ Le pouvoir d'achat et la consommation des ménages augmentent

Après avoir stagné en 2013, le pouvoir d'achat des ménages se redresserait franchement pendant l'année 2014 (+ 1,2 %), du fait de l'accélération des revenus d'activité, d'une moindre pression fiscale (+ 2 % après + 4,2 %) et, bien sûr, de la faible inflation. Après un ralentissement à + 0,3 % en glissement semestriel au second semestre 2014, lié au calendrier des impôts, le pouvoir d'achat accélérerait de nouveau à 1 % au premier semestre 2015. La consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance française, progresserait d'ici à juin, mais un peu moins que le pouvoir d'achat, et le taux d'épargne remonterait à 16 %.

5/ Le taux de marge des entreprises se redresserait nettement

Dernier point positif et non des moindres, le taux de marge des entreprises, qui avait atteint en 2013 son plus bas historique depuis 1985, se redresserait de manière spectaculaire d'ici à juin 2015, grâce à la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), à l'instauration du pacte de responsabilité et de solidarité (PRS), mais aussi, souligne l'Insee, parce que les salaires ralentiraient. Au passage, l'Insee évalue à quatre-vingt mille le nombre d'emplois créés grâce au CICE et au PRS en 2015. La montée en charge de ces dispositifs redonnerait de l'air aux entreprises. Un effet vertueux de plus, qui pourrait les inciter peu à peu à investir davantage. On n'avait pas connu depuis belle lurette pareille conjonction de bonnes nouvelles.



Claire Guélaud
Journaliste au Monde

III) La BCE s'attend à une inflation négative en zone euro



Les prix devraient baisser en zone euro dans les prochains mois Les prix devraient baisser en zone euro dans les prochains mois (Crédits : Forex)

latribune.fr

Le vice-président de la BCE prévient qu'il faut s'attendre à un risque d'inflation négative dans les prochains mois. Mais il ne voit aucun risque de déflation...

La BCE prépare les esprits à une inflation négative. Dans une interview accordée au magazine allemand *Wirtschaftswoche* à paraître lundi, le vice-président de la BCE, le Portugais Vitor Constancio, a reconnu que le taux d'inflation annuel de la zone euro pourrait, dans les prochains mois, passer en territoire négatif.

Prix du pétrole

« Nos experts prévoient seulement 0,7 % d'inflation pour 2015, mais, depuis que cette projection a été effectuée, les prix du pétrole ont encore reculé de 15 %. Nous nous attendons à présent à une inflation négative dans les mois qui viennent », a indiqué Vitor Constancio. En novembre, les prix de la zone euro avaient progressé de 0,3 % en un an, un niveau très faible dû en grande partie à la baisse des prix de l'énergie.

«

Pas de risque de déflation ?

Le vice-président de la BCE ne voit cependant pas de risque de « déflation » au sens où l'entend la BCE, c'est-à-dire, une baisse autoentretenu des prix. La baisse ne devrait être que temporaire. Pourtant, la situation n'est peut-être pas si rassurante que veut bien le dire Vitor Constancio.

En novembre, l'inflation sous-jacente, calculée sans inclure les prix de l'énergie, de l'alimentation et du tabac, plus volatils, n'était que de 0,7 %, soit un record en zone euro. Or, Mario Draghi lui-même a toujours mis en garde contre une « période longue d'inflation faible. » Elle mettrait les marges des entreprises à rude épreuve et empêcherait toute vraie reprise des investissements. A terme, l'inflation faible pourrait se muer en vraie déflation si la baisse des prix était perçue comme la seule façon de redresser les marges. Du reste, il existe un impact du prix du pétrole sur l'inflation sous-jacente. Un « QE » dès le 22 janvier ?

Certes, la zone euro n'en est pas encore là, mais le risque existe bel et bien et c'est précisément pour cette raison que la BCE réfléchit à l'introduction de nouvelles mesures, notamment d'un assouplissement quantitatif (QE), que la plupart des observateurs attendent pour sa réunion du 22 janvier prochain. Mais les dissensions à ce sujet au sein de la BCE demeurent fortes et l'efficacité du « QE » pour contrer le risque de déflation reste incertaine.

latribune.fr

IV) La cote de popularité de François Hollande en hausse



Par Challenges.fr

La cote de François Hollande est en hausse dans un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche, qui confirme le rebond de la popularité du chef de l'Etat par rapport à ses plus bas historiques de l'automne.



La cote de popularité de François Hollande s'apprécie de 4 points dans cette enquête Ifop pour le Journal du Dimanche. MIGUEL MEDINA / AFP

Dix-sept pour cent des personnes interrogées sont satisfaites du chef de l'Etat, qui gagne quatre points par rapport à novembre et retrouve ainsi son niveau du mois d'août.

Dans le même temps, la cote de popularité de son Premier ministre Manuel Valls perd deux points à 35%, rechutant à son plus bas du mois d'octobre.

L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 1.881 personnes âgées de 18 ans et plus interrogées par téléphone du 12 au 20 décembre.

(Avec Reuters)

LAPRESSEENREVUE.EU

V) J'ai gardé un phare pendant 35 ans. Le jour de ma retraite, ça a été un déchirement



Par Jean-Paul Eymond
Ex-gardien de phare

Jean-Paul ne connaissait rien à la mer. Le seul bateau qu'il avait jamais pris, c'était le bac de Royan. Un jour de 1977, on lui a proposé de remplacer un des gardiens du phare de Cordouan, dans l'estuaire de la Gironde. Il a dit oui. Une traversée de 45 minutes, comme un saut dans l'inconnu. Il n'a quitté ce phare que 35 ans plus tard. Témoignage.

Édité et parrainé par Henri Rouillier



Le phare de Cordouan à marée haute, face à l'estuaire de la Gironde, le 16 octobre 2009 (TRAVERS/SIPA).

Le 29 juin 2012, l'État français a décidé d'automatiser le phare de Cordouan et ma vie a changé. C'était le dernier phare occupé de France et j'en ai été l'un des gardiens, pendant 35 ans. Je représente une corporation qui a disparu aujourd'hui.

Gardien de phare, par hasard

Je suis arrivé dans ce métier complètement par hasard à l'âge de 25 ans. Pur terrien, j'étais maçon. J'avais un emploi stable, du plaisir à le faire et des perspectives de carrière. Mon parcours était tout tracé.

Et puis le 20 mai 1976, j'ai eu un grave accident du travail. Un tractopelle m'a roulé dessus, ma jambe a été gravement atteinte. Je suis rentré chez

chez mes parents, à Vensac (Gironde), le temps de ma convalescence... Avec, de la part du médecin, une interdiction stricte de refaire de la maçonnerie.

Pendant ce temps-là, un homme a construit sa maison juste en face de la nôtre. Cet homme était gardien de phare, et nous avons sympathisé. Un jour, il m'a demandé ce que j'avais l'intention de faire après mon accident. Je lui ai dit que la sécurité sociale allait m'aider à me reconvertir... De but en blanc, il m'a proposé de venir faire un remplacement au phare de La Palmyre, dans la forêt non loin de Royan.

Je l'ai regardé avec des yeux ronds. La mer, la mécanique, l'électricité, je n'y connaissais rien. "T'es pas plus bête qu'un autre !", m'a-t-il dit.



Le phare de Cordouan est à une trentaine de minutes de la côte en bateau (TRAVERS/SIPA).

Soit. J'ai passé quelques entretiens, et fait mes premiers remplacements dans la foulée.

45 minutes de traversée, 14 jours de vivres

Le 13 février 1977, on m'a appelé pour me dire qu'on avait besoin d'un gardien au phare de Cordouan. Un phare en mer, à 30 minutes de bateau de la côte. J'ai accepté sans savoir où j'allais débarquer. Personne ne se souciait de cet endroit. Seuls les pêcheurs locaux y allaient aux grandes marées, il n'y avait pas de photos... Je savais seulement que le phare était entouré d'eau.

J'ai fait mes bagages : des draps, un réveil et de la nourriture pour 14 jours, soit la durée d'une vacation à Cordouan. 14 jours de mer, 7 jours à terre (puis 14 jours de mer, 7 jours de terre et à nouveau 7 jours de mer, dès 1982). C'était l'hiver, il faisait froid, je n'étais jamais monté sur un si petit bateau.

Ça tanguait si fort que je peinais à différencier la mer du ciel. Les marins ont bien vu que je stressais... Leur réaction ? "Oh, ça remue moins qu'hier !" Nous voilà bien.

Après 45 minutes d'une traversée pour le moins houleuse, j'ai posé le pied sur le phare. Une grande tour de près de 70 mètres, vieille de plusieurs siècles, cerclée d'une cour en pierre de taille. Elle était posée là, au milieu de l'eau. Un chef d'œuvre.

J'ai visité la cuisine, les chambres, la salle des machines. Et des pièces plus inattendues comme les appartements royaux mais aussi la Chapelle, au deuxième étage.

Arrivé au sommet du phare, c'est en voyant de la terre autour de moi que j'ai compris ce qu'étais une marée. Une mer qui lèche le bord du phare quand elle est haute, et qui se retire pour laisser place à une étendue de sable de près d'un kilomètre.

Et puis ma vie de gardien de phare a commencé.

(Presque) coupés de la terre

À Cordouan, il y a toujours eu deux ou trois gardiens en même temps. Chacun assurant un quart de 24 heures, pendant que l'autre se repose. Pour autant, ça n'empêche pas la solitude. Si l'on ne s'entend pas avec son collègue, l'ambiance peut tourner au vinaigre.

Avant 1982, nous n'avions que la VHF pour communiquer avec la terre. Le contact avec l'extérieur était donc restreint et se cantonnait à des rapports administratifs. À l'époque, j'étais marié et ma femme était enceinte de 6 mois. Ça n'a pas été facile de ne pas pouvoir se parler.

Et puis le téléphone est arrivé au phare, ce qui a légèrement amoindri la sensation d'isolement. Mais à l'époque de la VHF, nous avions des

rendez-vous à heures fixes avec la terre : 8h15, 11h, 14h30 et 17h15. Pendant le premier appel du matin, nous donnions la direction et la force du vent, ainsi que d'autres données géographiques (comme la visibilité ou non des bouées et des feux autour du phare).

J'ai fait équipe avec 14 gardiens différents, dont Serge Andron et Daniel Luceyran pendant 28 ans.

Pêcher pour manger frais

Nous n'avions pas de congélateur... 14 jours de vivres dans un frigo, ça s'entasse et ça périmé. On allait à la pêche si l'envie de manger frais nous prenait. Difficile aussi d'emmener du pain, qui sèche ou qui moisit au bout d'une semaine.

En 1977, nous n'avions qu'une seule poêle pour deux. Si les collègues ne s'entendaient pas, il leur arrivait de ne pas la laver après usage. Ou de piquer du vin et de la viande dans les affaires de l'autre. Des petites choses anodines qui peuvent très vite devenir difficiles quand vous êtes isolé. Quand ça se passait bien en revanche, on partageait les repas de midi et du soir.

Le travail de gardien de phare était réglé comme du papier à musique. C'était un travail de service que l'on faisait la nuit : veiller à ce que tous les groupes électrogènes fonctionnent, qu'il n'y ait aucun dysfonctionnement d'ordre mécanique au niveau de la lanterne, mais aussi que le faisceau soit visible.

Avant 1948, le phare n'était pas électrifié. Il fallait rester à côté du feu, l'entretenir et le raviver si besoin. Les gardiens dormaient dans une chambre de veille à la vigie. Quand je suis arrivé, il y avait un système d'alarme au rez-de-chaussée, qui nous alertait s'il y avait un problème là-haut.

Si nous rations un appel, la terre savait qu'il y avait un problème et nous envoyait de l'aide. Le reste du temps, nous entretenions le bâtiment tout en accueillant les éventuels touristes.

Une vie entre deux mondes

Il ne faut pas le cacher, c'est très difficile d'avoir une vie de couple quand on est gardien de phare. Quand je suis arrivé à Cordouan, ma femme était enceinte de 6 mois. Elle a accouché, j'ai dû attendre de revenir à terre pour la voir, elle et mon fils. Même chose quand elle a eu de graves problèmes de santé, elle y a fait face seule. Nous avons eu un autre enfant, mais nous avons fini par

divorcer.

On ne se fait pas à cette distance. Les 10-15 premières années, mes gamins me manquaient énormément. C'était toujours la même boule au ventre au moment de monter dans le bateau. Mais avec le temps, j'ai fini par apprendre à faire la part des choses : ne pas penser à la terre quand je suis en mer, et inversement. Sinon, tu ne tiens pas le coup et tu t'effondres.

D'autant qu'on peut devenir vite parano. Certains s'amusaient à faire courir des rumeurs : "Tu sais pas ce que fais ta femme quand t'es pas là. T'inquiète, on s'occupe bien d'elle..." Un jour, un collègue s'est tiré une balle à cause de ça. Il s'est raté, mais cela donne une idée de la tension qu'on peut ressentir si l'on ne se blinde pas.

35 ans arrimé à mon phare

En 2005, l'État a initié de gros travaux (plus de 4 millions d'euros) au phare pour renforcer ses fondations et sa structure, avant de prendre la décision de l'automatiser. En tant qu'ancien maçon, on m'a demandé de les surveiller.

Pendant 8 mois, j'ai fait des allers-retours entre la terre et la mer, ce qui m'a permis d'organiser des rencontres avec des élus locaux et leur montrer ce qu'est ce phare, qui est classé monument historique, et d'assurer la transition avec les guides touristiques qui allaient maintenant l'occuper.

Le 29 juin 2012, j'ai quitté définitivement mes fonctions de gardien du phare de Cordouan. Sur le moment, j'ai eu beaucoup de mal à gérer ça. C'était comme une séparation. J'ai passé 35 ans de ma vie arrimé à ce lieu si particulier... La page ne se tourne pas du jour au lendemain.

Autour de moi, tout le monde se demandait ce que j'allais bien pouvoir faire de ma vie maintenant. À force de me poser la question à maintes reprises, j'ai fini par flancher. Je me suis éloigné des gens... Ça a été une période très compliquée.

J'ai mis 6 mois à reprendre pied, depuis ça va mieux.

Mais Cordouan n'est pas un phare que l'on oublie. Tout n'a pas toujours été heureux ici, j'ai traversé bien des épreuves, vécu beaucoup de très beaux souvenirs aussi. Le principal, c'est que je suis toujours là pour en parler.

VI) Urgentistes et médecins en grève pour les fêtes de fin d'année dès ce lundi

BFMTV Jé. M. avec AFP



Le monde médical va subir de nombreuses grèves, dès ce lundi. - © Fred Dufour - AFP

Plusieurs professionnels du monde médical ont un "coup de gueule" à pousser. Dès ce lundi et pour au moins toute la période des fêtes de fin d'année, urgentistes et médecins généralistes seront en grève. Tout ce qu'il faut savoir sur ce mouvement.

De nombreuses grèves pour Noël. Plusieurs professionnels du monde médical se mobilisent, dès ce lundi et au moins sur toute la période des fêtes, avec des revendications disparates: urgentistes, généralistes et spécialistes débutent une grève, malgré la volonté d'ouverture affichée par la ministre de la Santé, Marisol Touraine.

Grève illimitée pour les urgentistes

Les urgentistes seront les premiers à débuter leur mouvement lundi. Ils sont appelés à une grève illimitée par l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf), qui table sur une mobilisation massive avec "80% de grévistes".

Toutefois, les patients ne seront pas livrés à eux-mêmes dans des hôpitaux désertés: les urgentistes pouvant être assignés, la grève consistera surtout à porter un "badge" et les effectifs ne seront pas diminués, rappelle Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Amuf.

Dénonçant des conditions de travail pénibles, les urgentistes réclament la réduction de leur temps de travail à 48 heures hebdomadaires, contre une soixantaine actuellement, ainsi que la valorisation de leurs heures supplémentaires et l'harmonisation des rémunérations pour les gardes.

"Un coup de gueule"

Des revendications qui n'ont rien à voir avec la loi santé, et que "soutiennent" des intersyndicales hospitalières. Le syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs (SNPHAR-E), appelle également à une grève de la permanence des soins à compter de lundi.

"C'est un coup de gueule des médecins de l'hôpital public qui en ont marre de répondre présents à chaque crise sanitaire, que ce soit les mouvements de grève des libéraux, la canicule ou je ne sais quoi encore", explique Yves Rébufat, président du SNPHAR-E.

Au ministère, on indique que "les échanges avec les urgentistes se poursuivent" avec "la volonté d'éviter la grève". Déjà fortement sollicités pendant les fêtes, les services d'urgences risquent de l'être encore plus en raison de la grève des médecins libéraux qui débutera mardi, alors que se profilent des épidémies de grippe et de gastroentérite.

Des médecins obligés de renoncer à leurs congés

Pour parer à l'éventuel afflux de patients, certains hôpitaux ont demandé à leurs médecins de renoncer à leurs congés, concède Gérard Vincent, délégué général de la Fédération hospitalière de France. De quoi raviver la colère des urgentistes, "déjà souvent sur la corde raide", selon lui.

Dès le 23 décembre, les généralistes libéraux sont invités à fermer leurs cabinets et à faire la grève des gardes par leurs principaux syndicats MG France, la Fédération des médecins de France et le syndicat des médecins libéraux. La puissante Confédération des syndicats médicaux français (CSMF, généralistes et spécialistes) appelle elle à démarrer le 24 décembre, jusqu'au 31.

Dans le collimateur des médecins, certains points du projet de loi santé, comme la possibilité pour les pharmaciens de vacciner les patients ou la généralisation du tiers payant d'ici 2017 (dispense d'avance de frais), dont les contraintes techniques font craindre des retards de paiement.

Marisol Touraine se montre ouverte

La ministre s'est pourtant montrée ouverte au dialogue. Après avoir relancé les concertations avec les professionnels en décembre, Marisol Touraine a annoncé le report de l'examen du texte par le Parlement au printemps, envisagé la

réécriture de certains points et promis des garanties sur le tiers payant.

Mais "la loi santé n'est qu'un chapitre du mécontentement des généralistes", selon Claude Leicher, président de MG France, mécontent de s'être vu opposer "une fin de non-recevoir" sur la revalorisation de la consultation à 25 euros, l'une des principales revendications des généralistes. Une grève est prévue chez les médecins généralistes

Les cliniques privées également touchées?

Outre la CSMF, d'autres syndicats de spécialistes ont appelé à garder porte close pour la même période, dont les cardiologues, les radiologues ou encore les pédiatres.

Leur grève pourrait affecter le fonctionnement des cliniques privées où exercent certains de ces praticiens, prévient Lamine Gharbi, président de la Fédération hospitalière privée (FHP), qui a annoncé que les interventions "non urgentes" pourraient être transférées à l'hôpital public.

Au ministère, on assure que les précautions nécessaires sont déjà prises au niveau des Agences régionales de santé pour réquisitionner les médecins en fonction des besoins. Les patients "trouveront à se faire soigner" pendant les fêtes, a promis Marisol Touraine.

Mais le mécontentement ne faiblira pas avec la nouvelle année: la FHP, remontée elle aussi contre le projet de loi santé, appelle les cliniques à une grève illimitée à partir du 5 janvier.

bfmtv.com-Écrit par Jé. M. avec AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Elections : la gauche envisage le pire pour 2015

Les départementales des 22 et 29 mars, les régionales de l'automne : les experts du PS s'attendent à une "annus horribilis".



La gauche envisage le pire lors des deux scrutins à venir. (Maxppp)

D'abord, la première joue. Ensuite seulement, après la claque de mars avec les départementales, ils penseront à tendre l'autre joue. Cette fois pour les régionales. L'année 2015 s'avance et, électoralement, "ça va être un massacre", confie l'un des spécialistes ès élections de la majorité. "La gauche va perdre 40 départements. Il en restera entre 16 et 20 pour le PS, un à deux pour les radicaux de gauche, un pour le PC", estime un membre de la direction du PS, qui craint que l'Aisne, le Vaucluse et le Var ne basculent du côté du FN. Pour la chef des écolos, Emmanuelle Cosse, la fourchette se situe entre 15 et 35 départements restant à gauche sur les 61 que celle-ci détient aujourd'hui.



"Le PS est un répulsif"

Le responsable des élections au PS, Christophe Borgel, prévient : "Le seuil de 12,5 % des inscrits nécessaire pour se maintenir ainsi que le tripartisme peuvent conduire à l'élimination de la gauche si elle est divisée. Quand vous êtes éliminés dans beaucoup d'endroits au premier tour, vous prenez le risque de la marginalisation." Façon polie d'appeler la gauche au rassemblement, même si cela reste – pour le moment – sans effet.

"Le PS est un répulsif si c'est lui qui est le leader d'une coalition. Il faut voir si des alliances alternatives créent une attractivité", lance David Cormand, le "Monsieur Élections" d'Europe Écologie-Les Verts, en pensant à des alliances écolos-Front de gauche. Une ligne loin d'être partagée par tous dans son parti. "Aux dernières cantonales, il n'y avait que deux cas de figure. Soit l'alliance avec le PS, soit l'autonomie. Là, il y aura des alliances alternatives à gauche, c'est une nouveauté en soi. Ce ne sera pas massif mais significatif", estime-t-il. "C'est un pari irresponsable", rétorque Borgel.

Du résultat des départementales et des stratégies qu'elles valideront ou non dépendra beaucoup la physionomie des régionales. D'ici un an, la situation évoluera forcément. Où en sera le chômage? Qui sera Premier ministre? Dans quel état sera la gauche? Les inconnues sont multiples.

"On peut être "fanny"

Pierre de Saintignon sillonne le Nord - Pas-de-Calais et la Picardie depuis plusieurs mois. "Je veux redonner de la force à la parole des gens. Ils sont tristes, dans la peur, parfois accusateurs parce qu'ils veulent vivre mieux, ils ont besoin de parler. Ils veulent qu'on s'occupe d'eux", souligne le probable futur candidat.

Déjà, le PS envisage le pire. Aujourd'hui, il détient 21 des 22 régions métropolitaines. Dans la toute nouvelle carte de 13 grandes régions, peu semblent conservables. "On peut tout perdre, on peut être "fanny"", prédit un dirigeant socialiste. Fanny comme dans ces parties de pétanque perdues 13 à 0... "Au mieux, on gardera trois régions", poursuit ce socialiste en pensant à la grande région Midi-Pyrénées - Languedoc-Roussillon, à la région Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes et à la Bretagne. "En Bretagne, c'est un vrai dilemme. Il n'y a que Le Drian qui peut la conserver. En même temps, c'est un vrai

pilier du gouvernement", souffle un hollandais. "Le Drian veut y aller et aimerait démissionner pour pouvoir faire campagne", croit savoir un membre du gouvernement. Quant à la région Midi-Pyrénées - Languedoc-Roussillon, le Parti radical voudrait qu'elle échoie à l'actuelle ministre du logement, la radicale Sylvia Pinel. Le PS n'est pas du tout prêt à céder. Les noms de Philippe Martin et de Carole Delga circulent déjà pour succéder à Martin Malvy.

À part l'allié radical, le PS risque de se retrouver une fois de plus assez seul au moment de ces élections. Même Jean-Vincent Placé, nouveau soutien inconditionnel de François Hollande, souhaite y aller sans le PS. "J'en suis à un stade où je pense qu'on va tout perdre, donc autant faire l'autonomie", soupire-t-il. À la tête des écolos, Emmanuelle Cosse se prépare à la bataille pour l'Île-de-France, et une région comme Auvergne - Rhône-Alpes pourrait faire figure de laboratoire d'une coalition EELV-Front de gauche. Le nom de Corinne Morel Darleux revient régulièrement. Membre du parti de Mélenchon, elle n'effraie pas EELV. "Les écolos du coin s'entendent bien avec elle", remarque Emmanuelle Cosse. Les conjectures ne font que commencer.

Arthur Nazaret (avec C.A.) - Le Journal du Dimanche

LAPRESSEENREVUE.EU

LAPRESSEENREVUE.EU

La Presse en Revue sera
absente du 24 décembre
2014 au 5 janvier 2015.

Bonnes fêtes

A Suivre...
La Presse en Revue